



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



La **FAO** en Amérique  
latine et aux Caraïbes

2019

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2020



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

# La **FAO** en Amérique et aux Caraïbes

---

# 2019

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

**Santiago, 2020**

# Avant-propos

Le présent rapport du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournit des exemples qui illustrent les principaux résultats obtenus en 2019 dans les trois domaines de travail priorités par la Conférence régionale tenue en mars 2018:

1. Éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes en Amérique latine et dans les Caraïbes.
2. Lutter contre la pauvreté rurale et revitaliser les territoires ruraux.
3. Promouvoir une agriculture durable et résiliente face au climat.

Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à la collaboration des gouvernements des 33 États Membres de la région et des 966 partenaires qui aident les États Membres de la FAO dans la région à progresser vers la réalisation des Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030.



**Julio A. Berdegue**

Directeur Général Adjoint  
Représentant Régional de la FAO  
pour l'Amérique latine et les Caraïbes



Initiative régionale 1:

# L'Amérique latine latine et les Caraïbes libérées de la faim

**L** initiative régionale 1 comprend les activités de la FAO dans la région qui visent à garantir que les populations de tous les États Membres aient accès à une alimentation saine, variée et en quantité suffisante.

Elle aide notamment les pays à atteindre l'Objectif de développement durable 2 «Faim zéro», dans la mesure où 42,5 millions de personnes sont actuellement sous-alimentées, après une augmentation de 4,5 millions à partir de 2014.

En outre, la FAO aide les pays à s'attaquer d'urgence au problème croissant du surpoids et de l'obésité, qui touche toutes les tranches d'âge et concerne plus de 300 millions de personnes.



## a. Programmes d'alimentation scolaire

Des programmes d'alimentation scolaire soutenus par la FAO sont en cours dans 3 200 écoles de la région, fournissant une alimentation saine à 285 000 élèves. En 2019, la FAO a associé les programmes d'alimentation scolaire de 13 pays à l'agriculture familiale (au Belize, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, à El Salvador, à Grenade, au Guatemala, au Honduras, au Panama, au Paraguay, au Pérou, en République dominicaine, et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines), afin que les petits producteurs locaux puissent fournir la nourriture des repas scolaires.

Des résultats significatifs de l'initiative régionale 1 dans le domaine de l'alimentation scolaire en 2019 sont présentés ci-dessous:

- La création du Réseau d'alimentation scolaire durable pour l'Amérique latine et les Caraïbes, dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, comprenant l'Argentine, le Belize, l'État plurinational de Bolivie, les Bahamas, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, la Grenade, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, Sainte-Lucie, et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

- La FAO a organisé trois visites techniques pour échanges d'apprentissage à l'intention des gestionnaires publics de programmes alimentaires au Chili, au Panama, en Équateur, au Paraguay et à El Salvador.

- La FAO a organisé un cours diplômant sur l'alimentation scolaire pour le Salvador, le Honduras, la République dominicaine et le Pérou, auquel ont participé 200 professionnels de 160 institutions.

- En collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO a publié *Strengthening School Feeding Programmes* (Renforcer les programmes d'alimentation scolaires). La FAO a également publié *Educación en Alimentación y Nutrición en 5 países de América latina y el Caribe. Una mirada a los contenidos curriculares* (Éducation en matière d'alimentation et de nutrition dans 5 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Étude des contenus des programmes) avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

- La FAO a travaillé avec le Guatemala, la Colombie et la République dominicaine de façon à améliorer le goût et la qualité des menus scolaires, en partenariat avec des chefs et des écoles de cuisine.



Au niveau national, la FAO a soutenu les Fronts parlementaires contre la faim en 2019 pour obtenir les résultats suivants:

- **Chili:** Projet de réforme constitutionnelle qui consacre le droit à l'alimentation comme un droit fondamental; création du Front parlementaire des citoyens contre la faim et la malnutrition (*Frente Parlamentario Ciudadano Contra el Hambre y la Malnutrición*).
- **Colombie:** La Loi 1990 a créé la politique visant à prévenir les pertes et gaspillages de nourriture.
- **El Salvador:** Loi 188 sur l'incitation à faire des dons de nourriture.
- **Mexique:** Modification de la Loi générale sur la santé concernant le surpoids, l'obésité et l'étiquetage des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées.

- **Pérou:** Loi 30988 promouvant la réduction et la prévention des pertes et gaspillages de nourriture.

En 2019, le Belize a rejoint le Front parlementaire des Caraïbes contre la faim, auquel participent déjà la Grenade, Haïti et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Les fronts parlementaires contre la faim du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Mexique ont convenu de travailler sur la migration, la sécurité alimentaire et le développement rural en Mésomérique.

## b. Fronts parlementaires contre la faim

Les Fronts parlementaires contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes constituent un réseau parlementaire pluriel représenté dans 21 congrès nationaux<sup>1</sup>; ils opèrent également au niveau régional.

La FAO a formé 271 législateurs et conseillers législatifs aux politiques publiques en matière de sécurité alimentaire et nutrition, avec le soutien de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et de l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID).



<sup>1</sup> Argentine, Belize, État plurinational de Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Uruguay.

## c. Des systèmes alimentaires pour éliminer le surpoids et l'obésité

Au niveau national, la FAO a soutenu les Fronts parlementaires contre la faim en 2019 pour obtenir les résultats suivants:

- Une consultation régionale sur les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition à laquelle ont participé 15 pays et 60 représentants de la société civile, du secteur privé, des parlementaires et des universitaires.
- Les ministres de l'éducation du Belize, du Costa Rica, de la République dominicaine, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama ont approuvé la Stratégie régionale pour la promotion d'environnements alimentaires sains dans les centres éducatifs des pays du Système d'intégration centraméricain (SICA).
- L'État plurinational de Bolivie, le Brésil, le Costa Rica, Cuba, le Honduras, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont convenu de renforcer leurs programmes d'accès à une alimentation saine à bas prix, par le biais de foires agricoles, de foires populaires de produits frais et de magasins d'approvisionnement public, dans le cadre du Réseau régional de systèmes publics d'approvisionnement (SPAA en espagnol).
- 35 gestionnaires d'institutions publiques d'approvisionnement de 11 pays (Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et République bolivarienne du Venezuela) ont reçu une formation du réseau SPAA sur la gestion des systèmes informatiques de suivi des prix des denrées alimentaires, afin de garantir l'accès au panier de produits alimentaires de base à des prix modérés pour la population la plus vulnérable.
- Des responsables des secteurs sociaux et productifs du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur et du Pérou ont établi un programme

de travail avec l'université de Nottingham pour promouvoir la transformation de leurs systèmes alimentaires.

- La FAO et la Fédération latino-américaine des marchés d'approvisionnement ont réalisé un diagnostic de 40 marchés de gros en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en République dominicaine, en Équateur, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Paraguay, au Pérou, en Uruguay et dans la République bolivarienne du Venezuela. Cette alliance a permis d'identifier des moyens d'améliorer la capacité de ces marchés (qui approvisionnent une population totale de 153 millions de personnes) à faciliter l'accès des consommateurs aux aliments frais.

- Le Costa Rica, l'Équateur et le Mexique ont préparé des plans d'action intersectoriels pour améliorer l'accès à une alimentation saine ainsi que la situation nutritionnelle de leurs populations les plus vulnérables.

- Cuba, avec le soutien de l'Union européenne et de la FAO, a formulé une politique d'auto-approvisionnement municipale, qui promeut une production alimentaire de qualité pour répondre à la demande locale.

- La FAO a analysé les modèles de consommation à Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie afin de faciliter l'accès à une alimentation saine pour la population la plus vulnérable.

- Les gouvernements du Costa Rica, de l'Équateur et du Mexique ont renforcé la gouvernance au niveau municipal dans 13 villes afin de promouvoir l'accès à une alimentation saine pour la population la plus vulnérable.

- La FAO a réalisé une étude sur les bonnes pratiques dans l'industrie alimentaire pour réduire le surpoids et l'obésité.

## d. Faim Zéro

En 2019, la FAO a continué d'aider les pays à mettre en œuvre des politiques et des programmes avec des budgets adéquats pour atteindre l'objectif «Faim Zéro», en collaboration avec les gouvernements de Colombie, d'Équateur, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Panama et de la République dominicaine.

En Colombie, la FAO a identifié des domaines d'amélioration technique dans le système de rapport de l'Objectif de développement durable (ODD) 2, et a proposé des solutions pour répondre aux normes internationales. La FAO a également amélioré les capacités des institutions de statistiques et d'information dans 10 pays (Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou) pour mesurer les deux indicateurs de l'enjeu de l'ODD 2 relatif à la faim.

Le programme «Mésio-Amérique libérée de la faim», une initiative de l'Agence mexicaine de coopération internationale et de la FAO, a soutenu 21 processus de politiques publiques pour la sécurité alimentaire et l'agriculture familiale dans neuf pays: Belize, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Colombie, Panama et République dominicaine.

Le projet «Soutien à l'initiative pour l'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim» a permis de promouvoir 11 cadres juridiques, lois et projets de loi sur l'alimentation scolaire, l'alimentation saine, l'agriculture familiale, l'agroécologie, et les pertes et gaspillages de nourriture en Argentine, dans l'État plurinational de Bolivie, au Brésil, au Chili, au Costa Rica, en Colombie, en Équateur, à El Salvador, au Honduras, au Guatemala, au Mexique, au Nicaragua, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay.

Le même projet – qui est mis en œuvre par la FAO en collaboration avec l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement et le programme «Mésio-Amérique sans faim» – a soutenu la proposition de loi sur l'étiquetage nutritionnel frontal ainsi que le décret officiel sur la Journée

mondiale de l'alimentation pour les pays membres du Parlement du Mercosur.

Avec le programme FIRST de l'Union européenne, la FAO a soutenu des politiques publiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Colombie, à Cuba, au Guatemala et au Honduras. Parmi les résultats obtenus grâce à la contribution de FIRST, citons:

- Le Honduras a approuvé sa Politique et stratégie nationales pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2030.
- Le Guatemala a élaboré sa nouvelle stratégie nationale de lutte contre la malnutrition chronique.
- La FAO a analysé les principaux facteurs qui entravent la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire en Colombie et à Cuba, dans le Programme d'agriculture familiale pour le renforcement de l'économie rurale au Guatemala, et dans la Politique et stratégie nationales pour la sécurité alimentaire et la nutrition au Honduras.
- L'analyse des dépenses publiques en matière de sécurité alimentaire et nutrition au Honduras.
- L'analyse comparative des quatre derniers plans stratégiques pour la sécurité alimentaire au Guatemala
- Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition du Guatemala a approuvé le Protocole d'action conjointe du Système national de sécurité alimentaire et nutrition.



## e. Pertes et gaspillages de nourriture

Le groupe régional de la FAO sur les pertes et gaspillages de nourriture a élaboré des bases de référence nationales pour les pertes et les gaspillages dans six pays: Argentine, Brésil, Colombie, Équateur, Mexique et Pérou.

L'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, le Mexique, la République dominicaine et l'Uruguay ont formé des comités, des réseaux nationaux ou des groupes de travail intersectoriels pour faire face à leurs pertes et gaspillages de nourriture.

L'Argentine, la Colombie, El Salvador et le Pérou ont élaboré des cadres juridiques sur la prévention et la réduction des pertes et gaspillages de nourriture. Le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Paraguay, la République dominicaine et l'Uruguay sont en train d'élaborer des projets de loi.

La FAO fournit des conseils techniques à la plateforme *#SinDesperdicio* (sans gaspillage), coordonnée par la Banque interaméricaine de développement (BID), qui est composée de sept groupes d'entreprises du secteur privé régional et mondial.

En 2019, un événement marquant a eu lieu en Colombie: le premier Sommet régional sur les pertes et gaspillages de nourriture en Amérique latine et Caraïbes, organisé par la FAO, le Département national de planification de Colombie et la BID. 714 personnes de 18 pays y ont participé.

## f. Centre de formation sur les politiques publiques

Le Centre de formation sur les politiques publiques de la FAO a organisé 25 cours, formant 19 100 personnes de 28 pays de la région. Parmi les participants figuraient des parlementaires, des membres de gouvernements, d'universités, d'organisations de la société civile et d'entreprises privées. Les thèmes de formation comprenaient notamment la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture familiale, le développement rural et le changement climatique. La FAO a amélioré la capacité de 8 700 personnes à suivre et à évaluer l'impact des politiques, plans et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition.

.....



# Initiative régionale 2:

## Agriculture familiale et systèmes alimentaires inclusifs pour un **développement rural durable**

**E**n 2019, l'Initiative régionale a travaillé sur deux objectifs principaux: réduire la pauvreté rurale et revitaliser les territoires ruraux en retard de développement, en mettant l'accent sur la jeunesse rurale, les questions de genre et les peuples autochtones.

Elle a également encouragé l'agriculture familiale, la gouvernance inclusive des terres et des ressources naturelles, ainsi que la conception et la mise en œuvre de stratégies de protection sociale et d'inclusion productive.

## a. Initiative Main dans la main / 100 territoires libérés de la faim et de la pauvreté

En 2019, la FAO a lancé la stratégie régionale «100 territoires libérés de la faim et de la pauvreté» (100T), en réponse à une recommandation de la 35e Conférence régionale de la FAO. Parmi 100 territoires, la FAO a identifié les territoires ruraux en retard de développement au Mexique, en Colombie, en République dominicaine, à El Salvador, au Guatemala et au Honduras; 22 territoires qui abritent près de 4 millions de personnes, dont 87 pour cent ont des besoins fondamentaux non satisfaits.

Pour chacun d'eux, la FAO a identifié les principaux acteurs au niveau territorial et les goulots d'étranglement qui empêchent leur développement, créant une stratégie de développement rural territorial pour éradiquer la pauvreté et la faim, permettant aux pays de progresser vers les Objectifs de développement durable 1 et 2.

Fin 2019, le directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, a lancé l'Initiative mondiale Main dans la main, qui vise à créer les conditions permettant aux pays et territoires les plus prospères de tendre la main à ceux qui sont en retard de développement. Les six pays de la région où la stratégie des 100 territoires est mise en œuvre – plus Haïti et le Paraguay – sont en mesure de rejoindre immédiatement l'Initiative Main dans la main.



## b. Réduction de la pauvreté rurale

En 2019, l'Alliance pour l'élimination de la pauvreté rurale (*Alianza Eliminación de la Pobreza Rural*), à laquelle la FAO participe avec des experts hautement qualifiés de toute la région, a élaboré un Indice de pauvreté rurale multidimensionnelle qui a été appliqué en Colombie, au Pérou et au Mexique.

L'Alliance a également publié un rapport de politique sur le coût de l'élimination de la pauvreté monétaire en milieu rural en Amérique latine ainsi qu'une étude sur la pauvreté en milieu rural et l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La FAO, l'Institut d'études péruviennes (IEP) et l'Alliance pour l'élimination de la pauvreté rurale ont créé la Série 2030 sur l'alimentation, l'agriculture et le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes (*2030 Series – Food, Agriculture and rural development in Latin America and the Caribbean*). Cette série comporte 33 documents analytiques approfondis sur les principales tendances et les défis pour l'avenir de l'agriculture, des systèmes alimentaires et du monde rural dans la région.

Plus de 90 experts régionaux et internationaux, membres d'autres agences des Nations unies, universités et centres de recherche ont participé à la série 2030. Pour rendre ce bien public accessible à tous, la FAO a organisé quatre séminaires numériques auxquels ont participé 1 098 personnes de 12 pays de la région. Les vidéos de ces séminaires ont été visionnées par plus de 7 051 personnes, et le site web de la Série 2030 a reçu plus de 11 160 visiteurs uniques.

Le séminaire international «Nouvelles stratégies pour l'éradication de la pauvreté rurale en Amérique latine» (*Nuevas Estrategias para la Erradicación de la Pobreza Rural en América Latina*), qui a eu lieu au Paraguay a constitué une autre étape importante de l'année 2019. Des délégations du Paraguay, du Brésil, de la Colombie, du Chili et de l'Équateur y ont participé, ainsi que des experts de la FAO, de la Banque mondiale (BM), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Le séminaire a analysé les progrès et les défis des politiques d'éradication de la pauvreté dans la région, et a identifié des recommandations concrètes pour une action à court et long terme afin d'accélérer la réduction de la pauvreté rurale dans la région. Ces recommandations ont été utilisées par le Paraguay pour concevoir le nouveau Ministère du développement social, le Plan national de réduction de la pauvreté et son lien avec le nouveau Système national de protection sociale, *Vamos!*



## c. L'agriculture familiale

En République dominicaine, le lancement régional de la Décennie de l'agriculture familiale, approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies, a eu lieu. Des représentants de 21 gouvernements, d'organisations d'agriculture familiale, du secteur privé et d'institutions universitaires y ont participé. L'événement a permis d'établir une feuille de route avec des actions concrètes pour la préparation de 10 nouveaux plans nationaux pour l'agriculture familiale.

En 2019, avec le soutien du programme Méso-Amérique libérée de la faim AMEXCID-FAO et de l'Agence de coopération brésilienne, la FAO a renforcé les capacités de 13 comités nationaux pour l'agriculture familiale à El Salvador, au Honduras, au Guatemala, au Costa Rica, au Panama, en République dominicaine, au Pérou, dans l'État plurinational de Bolivie, au Chili, au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Paraguay.

Le Système d'intégration centraméricain (SICA) et le Conseil agricole centraméricain (CAC) ont créé leur Politique d'agriculture familiale avec le soutien de la FAO, qui aura pour effet de renforcer l'économie et les moyens de subsistance des agriculteurs ainsi que des populations autochtones et d'ascendance africaine dans les pays du SICA.

La Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale du Mercosur (REAF en espagnol) et la FAO ont travaillé ensemble sur l'associativisme, l'accès au marché, les services ruraux et le renforcement des organisations de jeunes en milieu rural.



©Mauricio Mileres

## d. Protection sociale et inclusion productive

Dans la région, la FAO a travaillé avec les pays pour renforcer les synergies entre la protection sociale et les programmes de développement productif.

Des délégations des pays du Système d'intégration centraméricain SICA (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine) ont participé à un important événement à El Salvador pour promouvoir l'Agenda régional intersectoriel pour la protection sociale et l'inclusion productive (ARIPSIP), et ont établi une feuille de route pour sa mise en œuvre.

La FAO a soutenu la préparation de la politique sociale centraméricaine 2020-2040, mandatée par la 53e réunion des présidents du Système d'intégration centraméricain en mai 2019. Les directives techniques de cette politique régionale ont été approuvées par le Secrétariat pour l'intégration sociale en Amérique centrale (SISCA en espagnol) en octobre 2019, lors d'un événement organisé par la FAO et EuroSocial à San Salvador.

Au Pérou, la FAO a aidé le gouvernement à analyser des modèles de double inclusion (sociale et productive), en fournissant une assistance technique au Ministère du développement et de l'inclusion sociale pour les programmes *Haku Wiñay/Noa Jayatai*, et dans l'adaptation de son ensemble de services en Amazonie.

Au Paraguay, la FAO a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de coordination interinstitutionnelle et intersectorielle pour les programmes de protection sociale et d'inclusion économique, qui a débuté avec les programmes Tekoporá et Tenonderá du Ministère du développement social, le Projet de développement rural durable du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et le Projet Paraguay inclusif (*Proyecto Paraguay Inclusivo*) de la Direction d'extension agricole.

## e. Gouvernance des régimes fonciers

La FAO a aidé Sainte-Lucie, la Grenade et Saint-Vincent-et-les-Grenadines à mettre en œuvre un projet pilote pour la création d'une banque foncière, en examinant la politique et la législation sur la location et l'acquisition de terres. La FAO a créé des directives et des procédures pour le fonctionnement des départements d'administration des terres, une stratégie de communication et un logiciel de gestion de base de données pour le fonctionnement de la banque foncière et pour l'administration des régimes fonciers.



## f. Jeunesse rurale

Le projet de la FAO, «Multiplier les possibilités d'emploi rural décent pour les jeunes femmes et les jeunes hommes aux Caraïbes», financé par le FIDA, a permis de former 700 jeunes en milieu rural à Cuba, en République dominicaine, à la Grenade, au Belize, au Guyana et en Haïti. Parmi ceux-ci, 200 ont reçu un soutien technique et financier pour le lancement de 140 entreprises rurales.

À Saint-Domingue, en République dominicaine, la FAO a organisé un échange d'expériences sur les politiques publiques différenciées pour la jeunesse rurale, avec la participation de 40 jeunes dirigeants ruraux de la région.

## g. Égalité des sexes

En 2019, la FAO a présenté sa Stratégie en matière d'égalité des sexes pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette stratégie est mise en œuvre dans 13 pays (Chili, Cuba, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela) comme référence pour ses programmes et interventions sur le thème des femmes rurales.

La FAO a également aidé le Ministère du développement social du Paraguay à intégrer la perspective de genre dans les programmes de protection sociale avec une inclusion productive pour les femmes rurales.

La campagne de communication «Femmes rurales, femmes qui ont des droits» (*Mujeres rurales, mujeres con derechos*) a eu un grand impact dans les médias et les réseaux sociaux – où elle a obtenu 66,8 millions d'impressions sur Twitter en 2018 et 2019.

## h. Innovation

Le 5e Forum de l'innovation pour le développement rural durable, promu par la FAO, a créé un programme régional pour la promotion de l'innovation rurale et a réuni des représentants d'Argentine, de Colombie, du Costa Rica, de France, du Honduras et d'Uruguay. La CEPAL, l'Organisation internationale du travail (OIT), le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT en espagnol) et les entreprises Huawei, Google, Microsoft et Telefónica, ainsi que la Fondation Avina, la Fondation Gran Chaco, la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et la Banque interaméricaine de développement (BID), entre autres, ont également participé à l'événement.

L'événement a réuni 192 participants et a abordé les expériences en matière de connectivité rurale, l'évolution et les tendances de l'*e-agriculture* et du *e-commerce*, les technologies numériques pour l'inclusion économique rurale et le rôle des réglementations pour le développement technologique. Au total, 915 personnes ont suivi l'événement par streaming vidéo, plus de 65 000 personnes ont suivi l'événement sur Twitter, et le compte @FAO\_AgriFam a eu 384 *re-tweets* pendant le forum. 17 médias ont couvert l'événement, dont la presse écrite, la radio et la télévision en Uruguay, ainsi que des médias internationaux comme BBC News.



# **i. Programme de développement intégral - PDI**

La FAO, la CEPAL et neuf agences des Nations Unies ont préparé le Programme de développement territorial qui fait partie du «Programme de développement intégral pour le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le sud-est du Mexique; Version 4». Les quatre pays définissent actuellement les priorités stratégiques du programme et mobilisent les ressources de la coopération pour le mettre en œuvre.

La proposition du Programme de développement territorial, coordonnée par la FAO, vise à contribuer au développement économique, social et environnemental de 40 territoires ruraux qui présentent des niveaux élevés de pauvreté, d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et de vulnérabilité environnementale. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie, d'accroître la cohésion sociale et de réduire les facteurs qui provoquent une migration irrégulière, désordonnée et peu sûre. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les Nations Unies pour s'aborder le cycle des migrations, en intégrant les aspects humanitaires aux aspects économiques, sociaux, environnementaux et ceux touchant à la sécurité humaine et aux droits de l'homme.

.....



# Initiative régionale 3:

## Utilisation durable des **ressources naturelles, adaptation au changement climatique et gestion des risques de catastrophes**

**D**ans un contexte de changement climatique et de détérioration rapide des ressources naturelles, l'Amérique latine et les Caraïbes doivent maintenant relever le défi de transformer leurs systèmes agricoles et alimentaires en une production plus durable et plus résiliente, afin que la région puisse continuer à être un pilier de la sécurité alimentaire et nutrition mondiale.

L'agriculture doit soutenir l'augmentation de la production basée sur l'innovation technologique et institutionnelle, permettant une utilisation efficace des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques, et la prise en compte des impacts actuels et futurs du changement climatique.

La transition vers une agriculture plus durable et plus résiliente sera un moteur de croissance économique, de modernisation institutionnelle et d'inclusion sociale. Des politiques et des cadres institutionnels sont nécessaires pour faciliter la coordination intersectorielle et intergouvernementale au sein des gouvernements ainsi que la coordination avec le secteur privé, la société civile, les institutions universitaires et de recherche et les parlementaires. Il s'agit également de créer un environnement favorable à une meilleure utilisation des connaissances existantes, et au développement et à l'adoption des innovations qui seront nécessaires.



©FAO

## a. Gestion des risques de catastrophes

En 2019, la FAO a examiné et traité les multiples impacts des catastrophes naturelles, telles que le passage destructeur de l'ouragan Dorian à la Barbade; la sécheresse dans le couloir sec d'Amérique centrale (CSC en espagnol), en Haïti et en République dominicaine; et les incendies de forêt dans l'État plurinational de Bolivie et au Paraguay.

La FAO a aidé l'Équateur et la Colombie dans leurs efforts pour surveiller et atténuer l'impact de la propagation du flétrissement causé par le fusarium (*Fusarium tropical* race 4), une maladie des plantes particulièrement destructrice pour les musacées.

En outre, la FAO, avec d'autres acteurs régionaux et sous-régionaux intéressés – tels que le Comité vétérinaire permanent du Cône Sud, le bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE en anglais) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) – collabore actuellement à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et de mécanismes de coordination régionale pour prévenir et se préparer au risque d'éventuels foyers de peste porcine africaine dans les zones rurales vulnérables du Panama, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, d'Argentine, de Colombie, d'Uruguay, du Suriname, du Pérou, de l'État plurinational de Bolivie, du Chili, du Paraguay, de l'Équateur, de Cuba, de la République dominicaine, de la Jamaïque, de Haïti, de la Barbade et de Trinité-et-Tobago.

La FAO a réhabilité les moyens de subsistance de 134 000 personnes vulnérables dont le statut socio-



©FAO



©FAO

économique s'était considérablement détérioré à la suite de la sécheresse. Les moyens d'assistance comprennent le soutien à la production agricole et aquacole, ainsi que des transferts d'argent liquide contre travail à destination de populations rurales n'ayant pas accès à la terre.

En Colombie, la FAO a contribué à la réhabilitation des moyens de subsistance de 32 575 personnes touchées par la violence armée et les événements climatiques extrêmes. Grâce à l'intervention de la FAO, ces familles ont pu produire 2 261 tonnes de légumes et 13 569 tonnes de maïs, de riz, de bananes et de manioc pour la consommation et la commercialisation locales, générant ainsi des revenus dont elles ne disposaient pas auparavant. Dans les zones rurales de La Guajira, les premières actions de la FAO se sont concentrées sur la restauration des capacités de production et des moyens de subsistance des communautés d'accueil et des migrants provenant de la République bolivarienne du Venezuela. Suite à l'intervention de la FAO, 7 021 personnes ont pu produire 32 tonnes de légumes et récupérer la capacité de production de plus de 7 500 têtes de petit bétail. Une analyse du retour sur investissement a montré que pour chaque dollar des États-Unis dépensé dans des actions précoces à La Guajira, 2,6 dollars de bénéfices ont été générés pour les ménages vulnérables.

L'Argentine, le Belize, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, le Salvador, la Grenade, le Guyana, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, Sainte-Lucie et l'Uruguay, ainsi que des entités régionales telles que la Banque de développement des Caraïbes (CDB en anglais) et les bureaux régionaux du Système d'intégration centraméricain (SICA), ont reçu une assistance technique pour améliorer leurs systèmes de gestion des données agricoles et des données sur les catastrophes afin d'évaluer, de mesurer et de signaler les dommages et les pertes liés aux catastrophes dans les différents secteurs agricoles.

À la Grenade, en Jamaïque et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la FAO a aidé à concevoir des stratégies de gestion des risques financiers et à évaluer la faisabilité du développement de l'assurance agricole. À la Grenade, une option prometteuse a été identifiée en se concentrant sur le développement d'une assurance agricole pour les cultures de cacao et de noix de muscade, qui pourrait être étendue à d'autres pays des Caraïbes.

Des analyses coûts-avantages menées au Guyana, en Jamaïque et au Suriname ont démontré les multiples



avantages des investissements dans la petite agriculture pour la réduction des risques de catastrophe. Ces études ont révélé l'ampleur des avantages économiques de certaines pratiques agricoles «résistantes aux catastrophes» faciles à mettre en œuvre, qui réduisent considérablement les dommages et les pertes subis par les ménages et les communautés. Il s'agit de données concrètes qui n'étaient pas disponibles auparavant.

Au Guatemala, au Honduras, à El Salvador et au Nicaragua, la FAO a élaboré un projet de directives – basé sur le Système de surveillance des sécheresses agricoles (ASIS en anglais) – pour aider les gouvernements à formuler des Plans d'intervention précoce pour faire face au risque de sécheresse agricole. En collaboration avec le Comité régional sur les ressources en eau, des systèmes ASIS spécifiques à chaque pays ont été mis au point pour suivre et superviser la sécheresse agricole à El Salvador, au Guatemala et au Honduras. La FAO a formé des fonctionnaires des institutions responsables de l'ASIS dans chacun des pays où le système a été mis en place.

## b. Utilisation durable des ressources naturelles

La FAO a aidé des pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, État plurinational de Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela) à utiliser des données sur les sols et les terres, ainsi que des systèmes de modélisation numérique pour produire des cartes nationales du carbone organique des sols. Ces États Membres disposent ainsi d'un premier point de comparaison et de preuves pour la prise de décision et la définition des priorités dans la mise en œuvre des Directives volontaires pour la gestion durable des sols; ils sont désormais mieux préparés à concevoir des politiques des sols et autres instruments dans ce domaine.

Grâce au soutien fourni par l'Alliance latino-américaine pour les sols, des bases de données nationales sur les sols sont actuellement en cours de développement dans les

pays susmentionnés, et un réseau de laboratoires dédiés à l'analyse des échantillons de sol dans toute la région (LATSOLAM) a été mis en place. Ces laboratoires ont contribué à l'harmonisation du Système d'information des sols d'Amérique latine et des Caraïbes – ainsi qu'au Système mondial d'information (GLOSIS) géré par l'Alliance mondiale pour les sols.

La FAO a également aidé des pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Colombie, Équateur et Pérou) et d'Amérique centrale (Honduras, Nicaragua et Panama) à renforcer leurs capacités et à mettre en œuvre leurs stratégies de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), en prenant en compte la participation des communautés locales et des peuples autochtones; ce qui a notamment conduit à l'approbation récente du projet au Chili par le Fonds vert pour le climat (GCF en anglais) (voir ci-dessous).

Afin d'honorer les accords établis dans l'Accord de Paris, la FAO a également aidé ces pays à préparer et à soumettre leurs rapports internationaux, qui rendent compte des efforts déployés pour atteindre les objectifs d'atténuation dans le secteur forestier.

### **c. Agriculture durable, biodiversité et changement climatique**

En collaboration avec les États Membres, la FAO a élaboré une stratégie pour l'intégration de la biodiversité dans les différents secteurs agricoles, qui a été approuvée par le Conseil de la FAO en décembre 2019. La FAO a également mis en place une plateforme virtuelle de dialogue et de consultation qui a rassemblé les principaux responsables gouvernementaux et les parties prenantes publiques et privées de 20 pays de la région afin d'élaborer un ensemble de critères et d'indicateurs permettant de mesurer les progrès réalisés dans l'intégration de la biodiversité aux niveaux national et sous-national dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des forêts, des pêches et de l'aquaculture.

La FAO, en collaboration avec les gouvernements nationaux, le Fonds mondial pour la nature (WWF en anglais), l'Union internationale pour la conservation de

la nature (UICN), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et le Réseau latino-américain de coopération technique sur les parcs nationaux, les autres zones protégées, la flore et la faune sauvages (Redparques), a travaillé sur un projet financé par l'Union européenne (UE) dans huit pays de l'Amazonie (État plurinational de Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname et République bolivarienne du Venezuela). L'objectif étant d'identifier et de gérer les zones protégées pour préserver les moyens de subsistance, ainsi que d'identifier les possibilités de conservation de la biodiversité dans la région amazonienne et la viabilité financière des zones protégées. Aujourd'hui, Redparques – un consortium créé par la FAO en 1995, composé de dix-neuf pays d'Amérique latine – a été reconnu par la Convention sur la diversité biologique comme un partenaire clé du biome amazonien.

L'Union européenne et la FAO continuent de collaborer en Amérique latine et dans les Caraïbes pour lutter contre l'exploitation illégale des forêts dans le cadre du programme FLEGT (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux). Le FLEGT intervient dans plusieurs domaines:

-Le développement de systèmes nationaux de traçabilité a été fondamental pour renforcer l'application ou l'exécution de la législation forestière en Colombie, au Honduras, au Guatemala et au Panama.

-L'établissement d'une meilleure législation forestière concernant l'utilisation et le commerce du bois au Pérou, au Honduras et au Guatemala, ainsi que la création de capacités de surveillance et de contrôle des ressources forestières dans les communautés autochtones.

-Au Guyana, le travail dans le secteur forestier s'est concentré sur le renforcement du secteur privé, en particulier des petits opérateurs, afin de se conformer aux exigences établies dans le Système de garantie légale; d'autre part, au Honduras, le programme a montré des progrès significatifs dans le renforcement des capacités des acteurs légaux de la chaîne de valeur du bois, la réglementation des droits fonciers et la création de capacités en matière de gouvernance forestière.

La FAO a travaillé en collaboration avec les pays des Caraïbes orientales (Antigua-et-Barbuda, la Dominique, la Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-

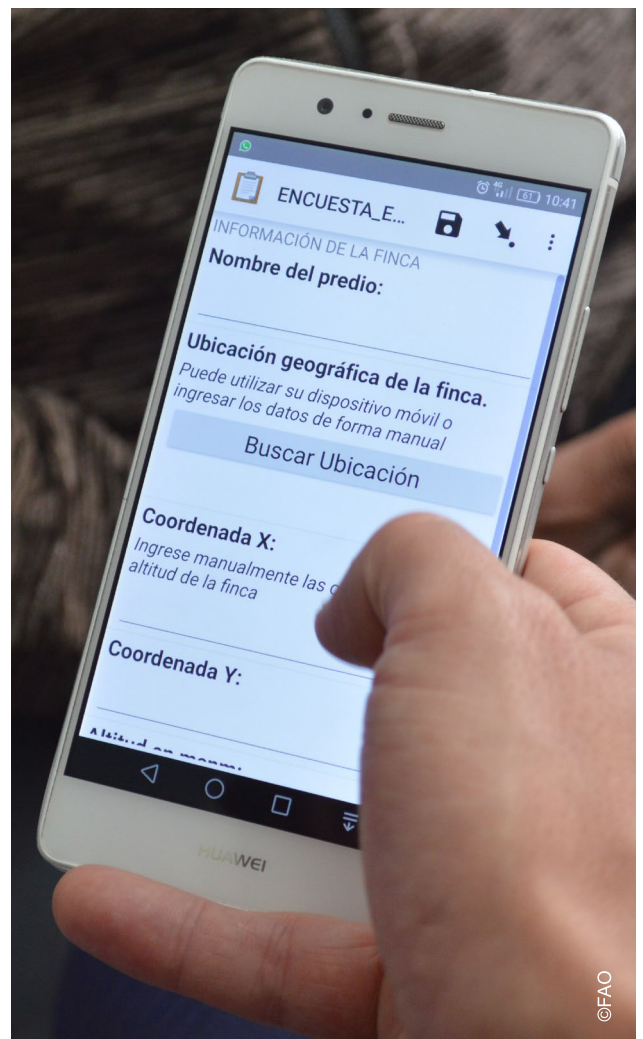


©FAO

Vincent-et-les-Grenadines et Trinité-et-Tobago) pour adapter les pêches au changement climatique. Parmi les actions menées, citons la mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce utilisant la technologie mobile, et la formation visant à augmenter les revenus par la diversification de la production.

Avec le soutien de la FAO, l'État plurinational de Bolivie a adopté un nouveau cadre juridique pour la pêche et l'aquaculture, Cuba a adopté une nouvelle stratégie de mariculture et l'Équateur a ratifié l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port.

La FAO a également aidé la République dominicaine, l'Équateur et l'Uruguay à créer des capacités pour la mise en place de pratiques, de technologies et de politiques d'élevage intelligentes face au climat. Ces capacités incluent des transferts de technologie pour l'agriculture, la surveillance des émissions de gaz à effet de serre, et des systèmes et stratégies nationales pour promouvoir la gestion durable du bétail.



©FAO



## d. Financement de la lutte contre le changement climatique et pour l'environnement

La FAO a aidé les pays de la région à accéder aux prêts concessionnels du Fonds vert pour le climat (GCF en anglais) et du Fonds pour l'environnement mondial (GEF en anglais) pour financer des interventions à grande échelle visant à accroître la résilience et à atténuer les effets du changement climatique.

### Fonds vert pour le climat

La FAO et les gouvernements du Paraguay et de El Salvador ont signé des accords de financement du GCF pour un total de 217 millions de dollars, dont 25 millions et 35 millions de dollars non remboursables sont versés à chaque pays par le Fonds vert pour le climat, la différence devant être fournie par les États du Paraguay et de El Salvador en contrepartie. Le projet RECLIMA à El Salvador bénéficie à 225 000 personnes, dont 20 000 appartiennent à des communautés autochtones. Le projet PROEZA au Paraguay améliorera la qualité de vie de 17 000 familles vulnérables, y compris des communautés autochtones.

En outre, le GCF a approuvé une proposition de financement avec paiement basé sur les résultats de REDD+, d'un montant de 63 millions de dollars. Cette proposition a été conçue par le gouvernement du Chili avec le soutien de la FAO pour réhabiliter et conserver près de 25 000 hectares de forêt primaire dans cinq régions du pays, et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 1,1 million de CO<sub>2</sub>.

Le GCF a également approuvé le financement d'activités de préparation au Guatemala (860 000 dollars), à Trinité-et-Tobago (260 000 dollars) et au Nicaragua (800 000 dollars). Un projet de préparation d'un Plan national d'adaptation a également été approuvé au Chili (500 000 dollars).

En 2019, la FAO a continué à travailler avec les Gouvernements du Guatemala, de Cuba, d'Haïti, du Nicaragua, de la Colombie, du Guyana, de la Jamaïque et de l'État plurinational de Bolivie pour préparer des notes conceptuelles ou des propositions de financement

complet pour cinq projets supplémentaires, qui seront soumis à l'évaluation du GCF au cours de l'année 2020. Ces projets devraient permettre de mobiliser des fonds supplémentaires pour un montant total de 120 millions de dollars de financement du GCF.

### Fonds pour l'environnement mondial

En 2019, avec le soutien de la FAO, plusieurs pays de la région ont obtenu un total de 56 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial. Des profils de projets ont été approuvés pour Antigua-et-Barbuda, Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinité-et-Tobago. Des pays d'Amérique centrale (Honduras et Nicaragua) et d'Amérique du Sud (État plurinational de Bolivie, Équateur et Pérou) ont également obtenu des financements.

En ce qui concerne les efforts de mobilisation de fonds pour la résilience face au changement climatique dans les pays de la CARICOM, la FAO et les États Membres ont reçu une aide précieuse du Fonds de coopération des Caraïbes pour l'adaptation et la résilience au changement climatique, une initiative conjointe du Mexique, de la CARICOM et de la FAO. Cette initiative, soutenue par le gouvernement du Mexique, a permis de cofinancer les coûts substantiels liés à la préparation de propositions techniquement complexes à soumettre au GCF et au GEF. Certains des pays visés par cette initiative sont Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Haïti, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Kitts-et-Nevis, le Suriname et Trinité-et-Tobago.

.....

# Communications à fort impact

- **14 000 apparitions** dans tous les médias de la région
- **2 800 apparitions** dans les médias grand public
- **80 000 followers** sur Twitter
- **449 133 visiteurs** individuels sur le site web régional

La stratégie de communication pour 2019 s'est concentrée sur la diffusion de communications à fort impact qui ont permis de transmettre nos messages à des millions de personnes de manière pertinente.

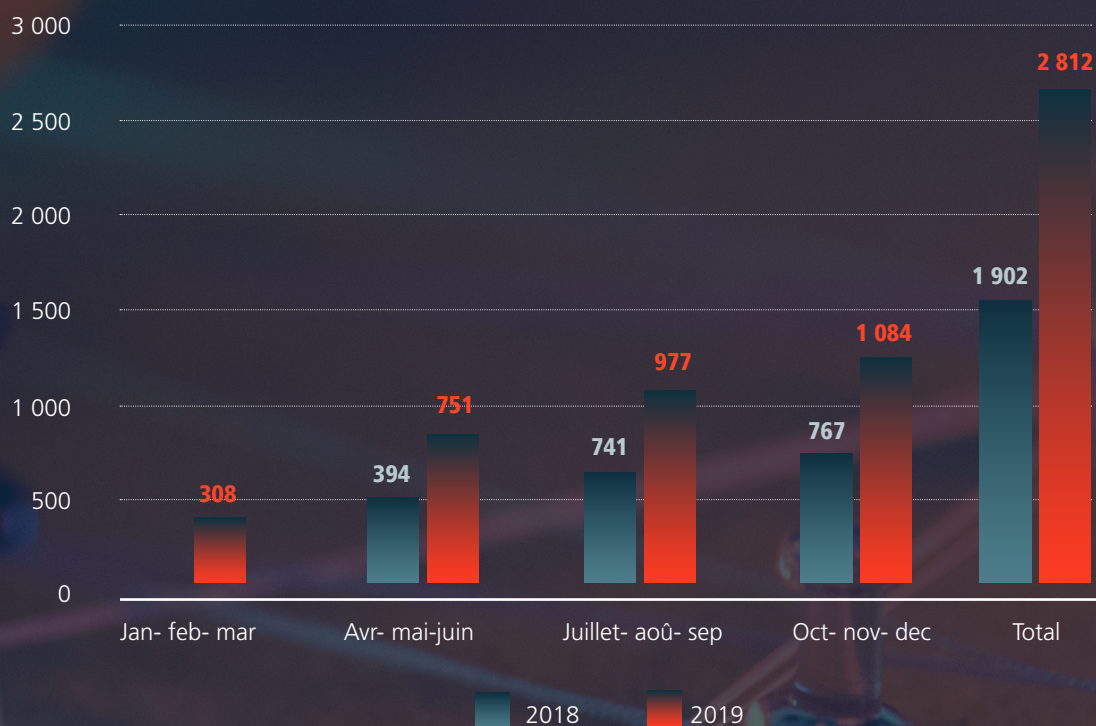
Le travail de la FAO en Amérique latine et aux Caraïbes a enregistré plus de 14 000 apparitions dans tous les médias régionaux entre janvier 2019 et janvier 2020, y compris la radio, la télévision, la presse écrite et les médias numériques, selon *Meltwater*, le système de suivi utilisé par la FAO.

Parmi celles-ci, plus de 2 800 apparitions correspondent aux principaux médias (grand public) des 33 pays de la région, ce qui représente une augmentation de 32 pour cent, soit 910 articles, par rapport à 2018. Ces mesures correspondent au rapport intitulé FAO dans les médias (*FAO en los medios*), réalisé par l'Unité de communication du Bureau régional, à partir des rapports hebdomadaires du Réseau des communicateurs de la FAO.

Au cours de l'année, 79 articles d'opinion de dirigeants et de techniciens de la FAO ont été publiés dans la région, et un grand nombre d'États Membres ont connu une augmentation d'au moins 50 pour cent de leurs apparitions dans les médias grand public en 2019, par rapport à 2018.

Ces résultats ont été obtenus grâce au travail en collaboration avec le Réseau des communicateurs qui a identifié des histoires humaines mettant en lumière les protagonistes de notre travail, nos équipes et les résultats obtenus dans les pays.

## Articles dans les médias grand public en 2019, par rapport à 2018



## Plateformes numériques

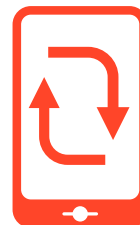
Pour faire passer nos messages à un public plus large et plus diversifié, nous développons des campagnes et des contenus pour nos plateformes numériques. Notre présence régionale sur Twitter comprend **23 comptes** qui totalisent 234 470 followers, avec une augmentation de près de **50 000 followers** entre avril et décembre 2019.

**@FAO Americas**, avec plus de **80 000 followers**, est le compte en espagnol de la FAO qui compte le plus grand nombre de followers dans le monde. Il a enregistré une augmentation de plus de **10 000 followers** entre 2018 et 2019, soit une croissance de plus de 13 pour cent, avec un total de **58 000 mentions «J'aime»** et **37 000 re-tweets** pour nos contenus.

## Site web

Le site web du Bureau régional a reçu 449 133 visiteurs en 2019, soit une augmentation de 6,6 pour cent par rapport à l'année précédente. 776 627 pages ont été vues pendant l'année, soit 3 pour cent de plus que l'année précédente.

.....





# Mobilisation des ressources

## Projets lancés et exécutés

En 2019, 111,7 millions de dollars de contributions volontaires ont été mobilisés, ce qui, ajouté aux 123,7 millions de dollars mobilisés en 2018, donne un total de 235,49 millions de dollars pour l'exercice 2018-2019, soit une augmentation de 35 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

En 2019, la FAO a mis en œuvre 364 projets dans la région, dont 165 ont été financés par 33 partenaires stratégiques et 199 par le Programme de coopération technique.

## Projets en cours de négociation

Au 31 décembre 2019, la région comptait 76 projets en phase finale de conception et de négociation avec des partenaires stratégiques, pour un montant total de 586 millions de dollars.

## Centre d'investissements

La Division du centre d'investissements de la FAO a contribué à la conception de sept projets d'investissement qui ont été approuvés en 2019 pour un montant total de 666 millions de dollars. Sur ces sept projets approuvés dans la région, quatre provenaient de la Banque mondiale, un de la Banque interaméricaine de développement, un du Fonds international de développement, et un de UK Caribbean Infrastructure Partnership Fund/ Caribbean Development Bank. En outre, 11 projets d'investissement sont actuellement en cours de conception et devraient être approuvés dans le courant de l'année 2020.

<b>Donateur</b>	<b>Nombre de projets</b>	<b>Contribution totale (USD)</b>
Fonds pour l'environnement mondial	42	107 513 457
Brésil	13	70 384 338
Colombie	18	68 364 666
Union européenne	18	59 823 508
Fonds vert pour le climat	5	38 209 951
Mexique	9	26 873 511
Projet commun des Nations Unies	16	16 447 727
Fonds d'investissement Guyana Redd (Norvège)	1	14 792 277
Espagne	4	12 753 518
Suède	3	12 480 415
Argentine	1	5 488 975
Canada	2	5 442 190
République de Corée	1	5 000 000
Italie	4	4 964 435
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies	5	3 778 992
République bolivarienne du Venezuela	2	3 191 996
Suisse	1	2 150 000
Fonds pour la consolidation de la paix	2	1 660 854
Banque centraméricaine d'intégration économique	1	1 536 500
Allemagne	1	1 383 031
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	1	1 352 400
Uruguay	2	1 230 002
Banque de développement des Caraïbes	1	1 200 000
Panama	1	1 120 463
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	1	990 741
États-Unis d'Amérique	1	900 000
Grenade	1	690 414
Multilatéral	2	670 000
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1	648 958
Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification	1	375 600
Programme alimentaire mondial	1	225 000
Programme des Nations Unies pour l'environnement	2	125 764
Chili	1	44 052
<b>Sous-total</b>	165	471 813 735
<b>Programme de coopération technique</b>	199	30 674 001
<b>Total</b>	<b>364</b>	<b>502 487 736</b>

# Publications

En 2019, la FAO a publié 32 livres, 36 documents dans la Série 2030, 6 traductions et 19 brochures. Le *Panorama de la sécurité alimentaire et de la nutrition* reste la principale publication de la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le premier Rapport annuel 2018 pour l'Amérique latine et les Caraïbes a également été lancé. Il s'agit d'un compte-rendu et d'une diffusion du travail que le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes réalise chaque jour en collaboration avec les 33 États Membres de la région.

## Panorama de la sécurité alimentaire et de la nutrition

La version 2019 du Panorama est axée sur les environnements alimentaires de la région et a été produite en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies.

L'impact du Panorama 2019 a été considérable, avec des centaines d'articles dans les principaux médias de tous les pays de la région. La vidéo du Panorama a été visionnée plus de 21 800 fois, a obtenu 1 300 mentions «J'aime» et a été re-tweeté 722 fois. L'article d'opinion commun entre les dirigeants des quatre agences a été publié dans plusieurs pays.



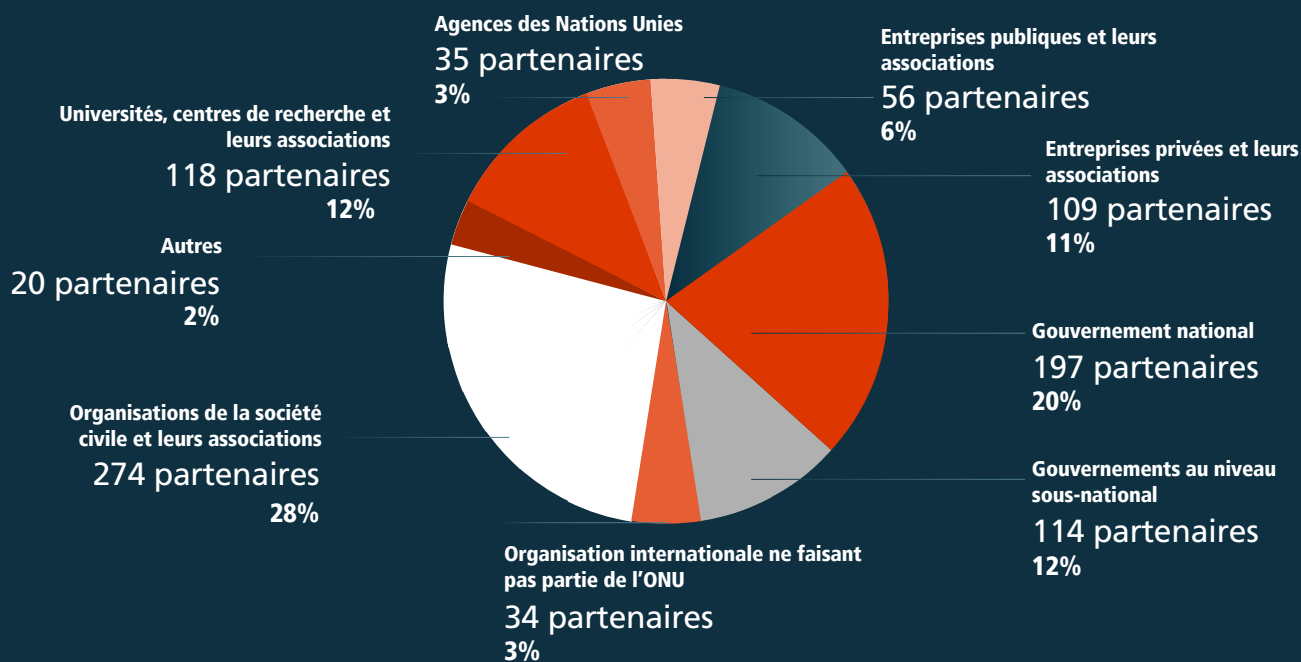
## Série 2030

En collaboration avec l'Institut d'études péruviennes (IEP), la FAO a produit la série 2030: Alimentation, agriculture et développement rural, qui compte déjà 36 documents analytiques auxquels ont participé plus de 90 experts régionaux. La Série 2030 est un outil précieux pour les gouvernements qui souhaitent définir des mécanismes de coordination intersectorielle sur l'avenir de l'agriculture, des systèmes alimentaires et du monde rural. La Série a été présentée avec succès à la presse, suscitant l'intérêt des médias tout au long de l'année, et des interviews de ses auteurs. En outre, plus de 7 000 personnes ont vu le contenu des 4 séminaires en ligne qui ont été organisés à partir des documents de la série.

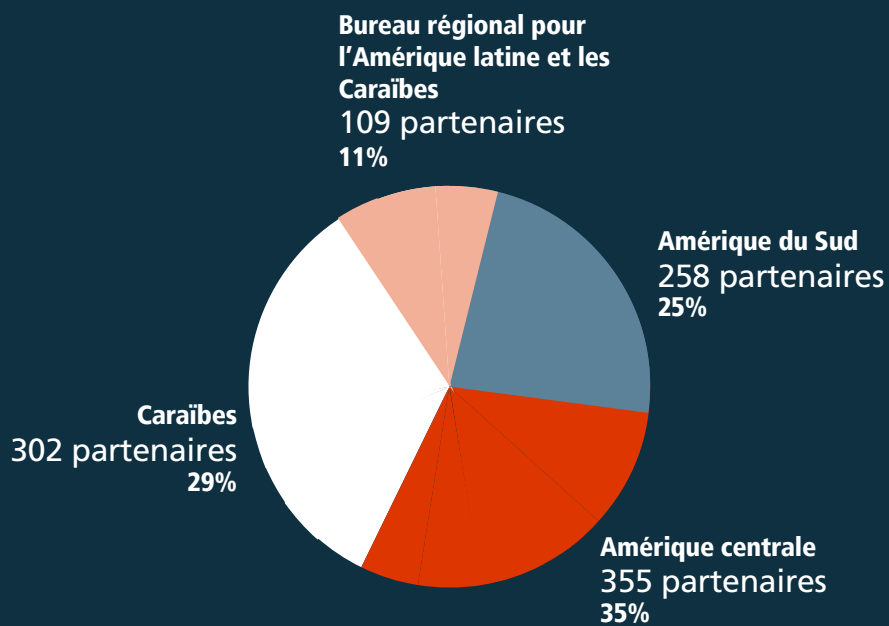
# Partenaires dans la région



En 2019, la FAO a travaillé avec un total de 961 partenaires de différents secteurs en Amérique latine et dans les Caraïbes.



NOTE: Le secteur parlementaire est représenté par: (i) le Front parlementaire contre la faim, qui compte 21 congrès et assemblées nationales, et 4 parlements régionaux associés; et (ii) le Parlement latino-américain et des Caraïbes (PARLATINO), composé de 23 pays membres.



Pour plus de détails sur les partenaires de la FAO, cliquez [ici](#).

